

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

26-04-1996



Monsieur P. Lootens

avenue Swartenbrouck 13
1090 Bruxelles

VOIRE LETTRE du

VOS RÉFÉRENCES

NOS RÉFÉRENCES

ANNEXES

28.048/B/II/PN
JJP/RV

Monsieur,

En sa séance du 18 avril 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné votre plainte contre le fait que dans le texte néerlandais du "Bulletin des Questions et Réponses" du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, session ordinaire 1995-1996, du 20 janvier 1996, pp. 326-327, question n° 70, a été utilisée l'abréviation française "IRISnet".

La C.P.C.L. constate que le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, en tant que pouvoir législatif par ordonnances de la Région de Bruxelles-Capitale, ne peut être considéré comme un service public centralisé ou décentralisé, au sens de l'article 1, § 1er, 1°, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966.

Par conséquent, la C.P.C.L. estime que lesdites lois linguistiques coordonnées n'étant pas applicables au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, elle ne peut donner aucune suite à votre plainte.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS